
Fiches thématiques

Économie générale

1.1 Environnement macroéconomique

En 2012, le produit intérieur brut (PIB) en volume aux prix de l'année précédente stagne après avoir crû en 2011 de 2,0 %. La production industrielle recule à nouveau (- 2,2 %) après deux années de hausse (+ 4,8 % en 2010 et + 2,0 % en 2011). Hormis l'agroalimentaire, toutes les grandes branches manufacturières se replient. De même, après une éclaircie en 2011 (+ 1,5 %), la production dans la construction est à nouveau en baisse (- 0,6 %). Enfin, la production des branches de services principalement marchands ralentit nettement (+ 0,3 % après + 2,8 %), en particulier dans les services aux entreprises (+ 0,7 % après + 4,6 %).

L'investissement et les variations de stocks pèsent sur la croissance. Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques fléchit en 2012 (- 1,2 % après + 1,4 % en 2010 et + 2,9 % en 2011). Ce repli tient principalement aux entreprises non financières (- 2,1 % après + 3,1 %). Les ménages freinent également leurs investissements (- 0,3 % après + 2,4 %), ainsi que les administrations publiques (- 0,5 % après + 0,2 %). Par ailleurs, après avoir augmenté leurs stocks en 2011, les entreprises cessent de les reconstituer en 2012, ce qui contribue pour - 0,9 point à l'évolution du PIB, après + 1,1 point en 2011. Au total, l'investissement des entreprises et le déstockage contribuent pour - 1,1 point à l'évolution du PIB, après + 1,5 point en 2011.

Déjà ralenties en 2011, les dépenses de consommation des ménages diminuent en

2012 de 0,4 % en euros constants (après + 0,5 %). C'est la deuxième baisse depuis l'après-guerre après celle de 1993 (- 0,2 %). Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement (produits informatiques et électroniques, appareils électroménagers), généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012. Les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats d'automobiles. Les dépenses de services ralentissent également, même si celles en information-communication ne faiblissent pas.

Enfin, en 2012, le solde du commerce extérieur s'améliore. Le recul de la demande intérieure finale (- 0,9 %) conduit d'une part au repli des importations (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011). D'autre part, les exportations continuent d'augmenter, mais à un rythme ralenti (+ 2,4 % après + 5,4 %), en ligne avec la décélération du commerce mondial. Au total, comptablement, le commerce extérieur contribue positivement à l'activité, à hauteur de 1,0 point de PIB, après une contribution neutre en 2011.

En 2012, le déficit public s'élève à 4,8 % du PIB. Comme en 2011, les recettes publiques progressent à un rythme soutenu (+ 3,9 %, contre + 1,5 % pour le PIB en valeur) sous l'effet de nouvelles mesures fiscales et sociales. Les dépenses publiques augmentent un peu plus rapidement qu'en 2011 (+ 2,9 % en 2012 après + 2,1 %). Fin 2012, la dette publique atteint 90,2 % du PIB, soit une augmentation de + 4,4 points par rapport à 2011. ■

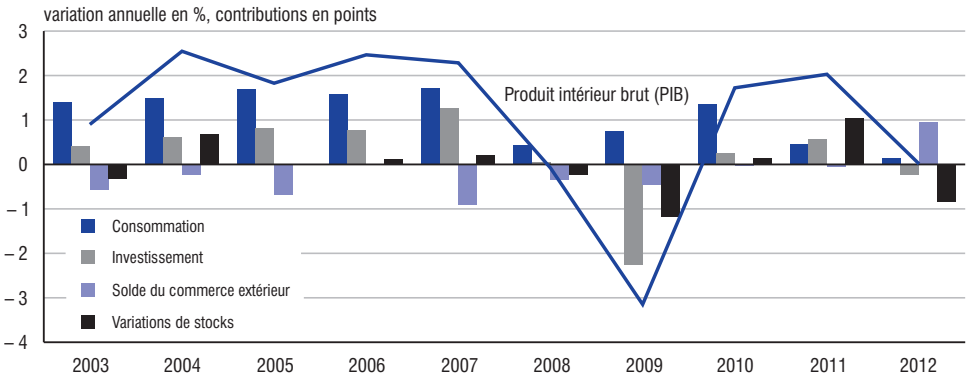
Définitions

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.) ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2012 - Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.
- « Les comptes des administrations publiques en 2012 - Le déficit se réduit, mais la dette continue de grimper », *Insee Première* n° 1446, mai 2013.
- *L'économie française - comptes et dossiers*, collection « Insee Références », édition 2013.
- Voir aussi : *fiches 4.1 et 4.5*.

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2012, la consommation contribue pour + 0,2 point à l'évolution du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

2. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2012		
	2010	2011	2012	Prix, évolution depuis 2011 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
Produit intérieur brut (PIB)	1,7	2,0	0,0	1,5	2 032,3	0,0
Importations	8,9	5,1	-1,1	1,9	602,6	-0,3
Total des emplois finals	3,2	2,7	-0,2	1,6	2 634,9	-0,3
Consommation effective des ménages	1,6	0,8	0,0	1,6	1 500,6	0,0
<i>dont dépenses de consommation :</i>						
<i>des ménages¹</i>	1,5	0,5	-0,4	1,9	1 129,8	-0,2
<i>individualisable des administrations publiques¹</i>	1,7	1,5	1,4	1,0	328,3	0,2
Consommation collective des administrations publiques	2,0	-1,5	1,5	1,4	174,4	0,1
Formation brute de capital fixe (investissement)	1,4	2,9	-1,2	1,7	401,8	-0,2
<i>dont : entreprises non financières</i>	6,6	3,1	-2,1	1,3	208,4	-0,2
<i>ménages</i>	-0,4	2,4	-0,3	2,3	110,5	0,0
<i>administrations publiques</i>	-8,1	0,2	-0,5	2,2	63,7	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	0,1	1,1	-0,9	///	0,5	-0,9
Exportations	9,5	5,4	2,4	1,2	557,6	0,6

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

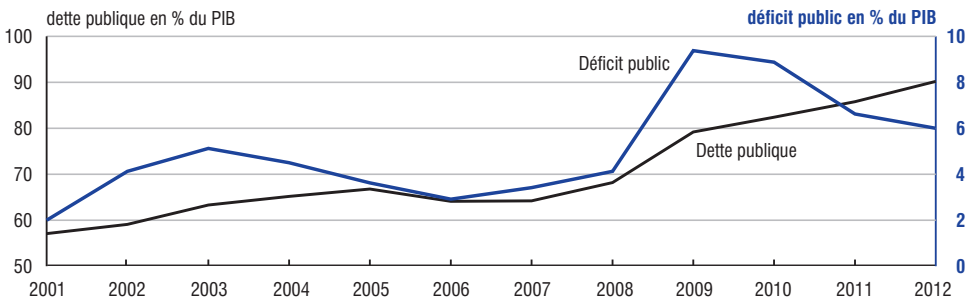
2. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2012, l'investissement contribue à hauteur de -0,2 point à l'évolution du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

1.2 Opinion des ménages sur la situation économique

L'opinion des ménages concernant leur environnement économique est appréhendée à travers l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée mensuellement par l'Insee depuis 1987. Les ménages livrent leur perception sur l'environnement économique en France, leur situation économique personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne. Ces informations fournies en termes qualitatifs (amélioration, stabilité, détérioration) sont retracées dans des **soldes d'opinion**. Ceux-ci permettent de mesurer les phénomènes conjoncturels tels qu'ils sont perçus par les ménages. Des enquêtes similaires sont effectuées dans tous les pays de l'Union européenne.

L'**indicateur synthétique de confiance des ménages** rend compte de l'information commune apportée par ces soldes. Il a atteint des valeurs historiquement basses lors du regain d'inflation de 2008 puis au plus fort de la crise économique de fin 2008-début 2009, le plus bas niveau étant de 78 en juillet 2008. Il s'est ensuite redressé pour une courte embellie : début 2010, il avait seulement retrouvé un niveau proche des valeurs planchers déjà observées avant 2008 (93 en janvier 2010). Depuis lors, malgré quelques périodes plus favorables, la confiance des ménages a eu tendance à diminuer et l'indicateur synthétique a retrouvé son minimum historique (78) en juin 2013.

Après un pic en avril 2011, l'augmentation des prix perçue par les ménages s'est nettement

atténuée. Le solde d'opinion sur l'**évolution passée des prix** a ainsi décliné quasi continûment depuis le printemps 2011 et est passé en juillet 2012 sous sa moyenne depuis le passage à l'euro. Le solde d'opinion sur les **perspectives d'évolution des prix** s'est quant à lui stabilisé au-dessus de sa moyenne depuis le passage à l'euro.

Les craintes des Français face au chômage ont en revanche atteint un nouveau sommet mi-2013, pour s'approcher de leur niveau maximal de mi-2009. Après avoir reculé début 2011, pour s'établir au niveau de sa moyenne de long terme en mai, le solde sur les **perspectives d'évolution du chômage** a ainsi regagné 50 points en deux ans.

L'opinion des ménages sur les variables macroéconomiques comme le chômage ou les prix ne diffère pas significativement d'une catégorie de ménage à une autre. En revanche, sur les questions personnelles comme la capacité d'épargne ou la situation financière du ménage, des différences d'appréciation apparaissent en fonction de ces catégories. Par exemple, les ménages ayant un revenu appartenant au plus haut quartile de revenus ont une évolution plus optimiste de l'évolution passée de leur situation financière personnelle. Mais les variations conjoncturelles des soldes par catégorie sont généralement de même sens. ■

Définitions

Solde d'opinion : pour chaque question posée, un solde d'opinion est calculé par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives. Le niveau de ces soldes n'étant pas directement interprétable, les commentaires s'appuient sur leurs évolutions ou leur niveau comparé à la moyenne de long terme.

Indicateur synthétique : l'indicateur phare de cette enquête a été modifié en janvier 2011. Cet indicateur synthétique est une moyenne pondérée des soldes d'opinion de huit questions posées aux ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, leur situation financière, passée et future, leur capacité d'épargne présente et future, l'emploi futur, et sur l'opportunité d'effectuer des achats importants. Calculé par analyse factorielle, l'indicateur synthétique permet d'extraire la tendance commune à l'ensemble des soldes de réponse de l'enquête.

Évolution passée et perspectives d'évolution des prix : les questions posées aux ménages sont :

- pour l'évolution passée : « Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont fortement augmenté / modérément augmenté / un peu augmenté / stagné / diminué » ?

- pour les perspectives d'évolution : « Par rapport aux douze derniers mois, quelle sera à votre avis l'évolution des prix au cours des douze prochains mois ? La hausse va être plus rapide / se poursuivre au même rythme / être moins rapide / les prix vont rester stationnaires / les prix vont diminuer. »

L'indicateur est la différence, en points de pourcentage, entre la première et les trois dernières réponses. Ainsi, une hausse de l'indicateur traduit une anticipation par les ménages d'une montée de l'inflation.

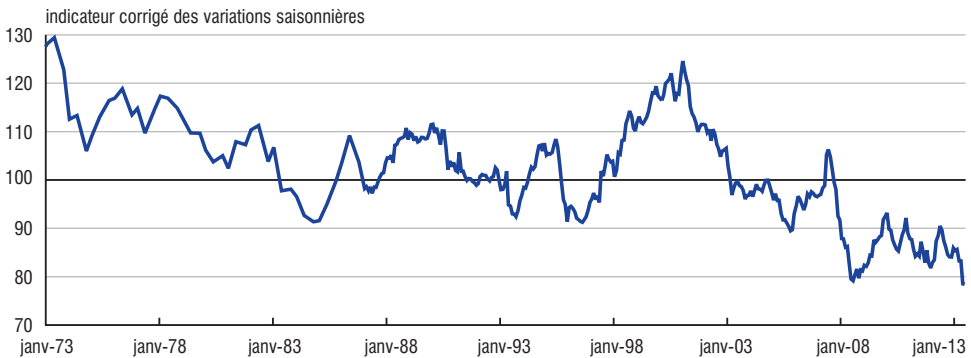
Perspective d'évolution du chômage : la question posée aux ménages est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va : fortement augmenter / un peu augmenter / rester stationnaire / un peu diminuer / fortement diminuer ? ». L'indicateur est le solde entre les deux premières et les deux dernières réponses. Une hausse de cet indicateur est donc signe que les ménages anticipent une montée du chômage.

Pour en savoir plus

- « Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages - juin 2012 », *Informations rapides* n°158, série « Principaux indicateurs », Insee, juin 2012 (et note méthodologique associée).

Opinion des ménages sur la situation économique 1.2

1. Indicateur synthétique de confiance des ménages

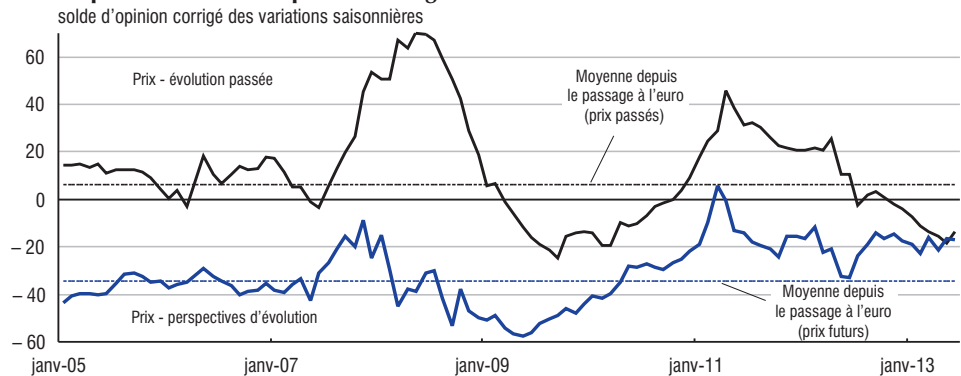


Champ : France métropolitaine.

Lecture : après une courte embellie suivant la crise, la confiance des ménages a continué de se dégrader pour atteindre un minimum historique de 78 en juin 2013.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

2. Perception de l'inflation par les ménages

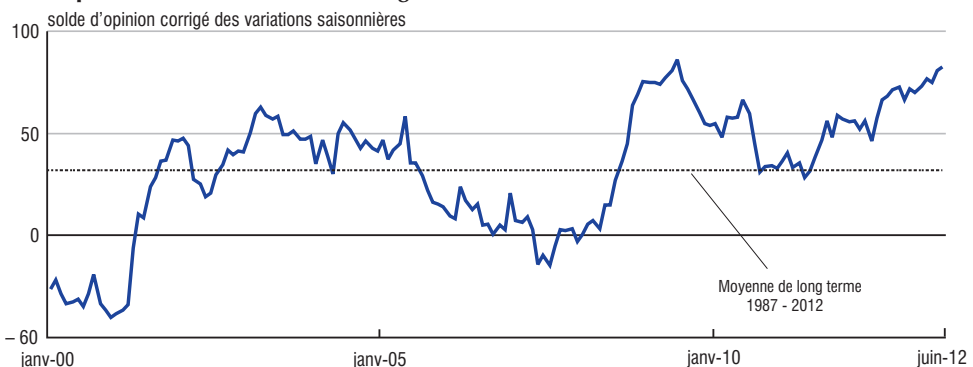


Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le printemps 2011, les ménages perçoivent une inflation de moins en moins élevée, en dessous de sa moyenne de long terme depuis juillet 2012 ; les anticipations d'inflation se sont quant à elles stabilisées au dessus de leur moyenne de long terme.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

3. Perspectives d'évolution du chômage



Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis l'été 2011, les craintes face au chômage grandissent et s'approchent de leur maximum atteint au plus fort de la crise, à l'été 2009.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.